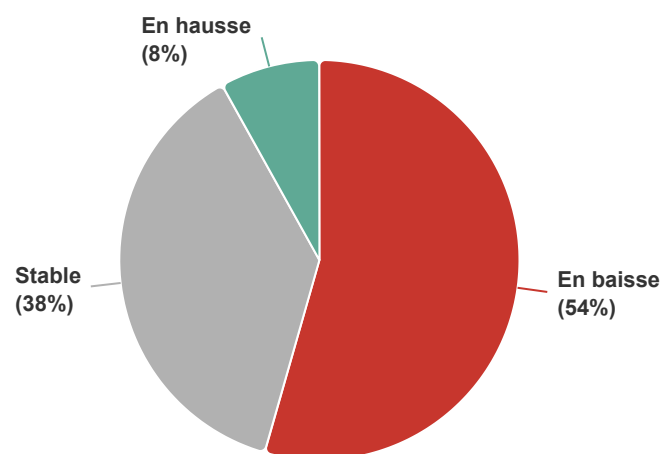


ACTIVITÉ : PAS ENCORE DE REPRISE EN VUE !

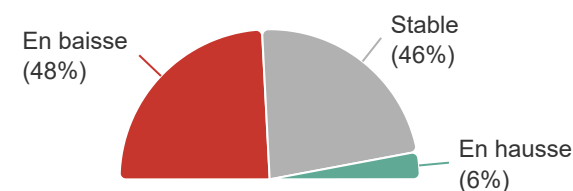
Durant le deuxième trimestre 2024, le niveau d'activité est demeuré orienté à la baisse pour plus de la moitié (54%) des entreprises artisanales du Bâtiment d'Île-de-France. Tous les marchés et tous les corps de métiers du Bâtiment sont concernés.

Les perspectives d'activité du prochain trimestre sont majoritairement pessimistes. Ce climat des affaires explique un degré de confiance peu enthousiaste des artisans sur les perspectives de leur entreprise : 5/10 en moyenne (7/10 pour les entreprises de plus de 5 salariés).

Depuis les trois derniers mois (avril-mai-juin),
votre activité vous paraît-elle ?



Comment se profile votre activité
pour les trois prochains mois ?



Sur une échelle de 1 à 10, quel est votre degré
de confiance sur les perspectives de votre
entreprise ?

5,0

Méthodologie :
enquête électronique menée pour la
CAPEB Île-de-France par l'Institut
Supérieur des Métiers en juillet 2024 -
Echantillon de 282 entreprises
redressé par la taille

PRÈS DE LA MOITIÉ DES ENTREPRISES SONT EN SOUS-CHARGE DE TRAVAIL.

Comme en début d'année, près de la moitié des entreprises sont en sous-charge de travail. La situation reste plus préoccupante pour les entreprises sans salariés. En effet, seules 26% des entreprises de plus de 5 salariés sont en sous-charge d'activité.

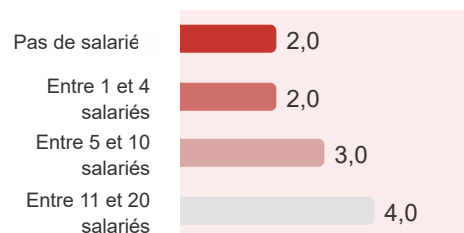
La durée du carnet de commandes est de 2 mois tout au plus pour la moitié des entreprises, un chiffre similaire au 1er trimestre. Ce carnet de commandes est plus rempli pour les entreprises de plus de 5 salariés (3 mois ou plus).

Durée du carnet de commandes (médiane, en mois)

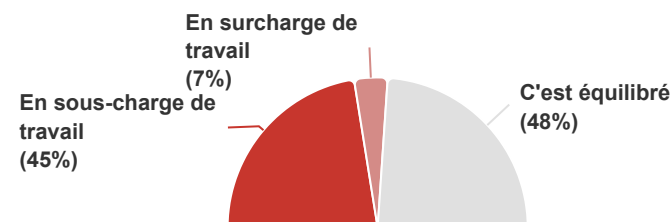
2,0

Médiane

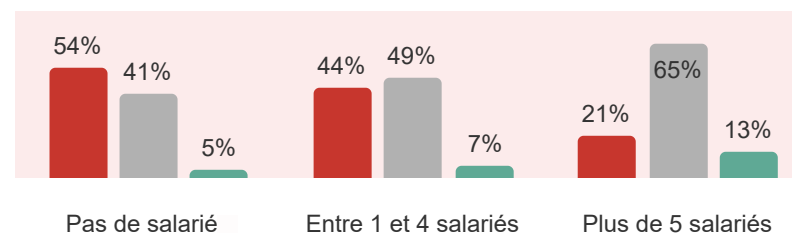
Carnet de commandes médian en fonction de la taille des entreprises



Compte-tenu de vos moyens humains et matériels, dans quelle situation êtes-vous actuellement par rapport à votre capacité de production ?



● En sous-charge de travail ● C'est équilibré
● En surcharge de travail



L'EMPLOI SALARIÉ EST PRÉSERVÉ.

L'emploi salarié est stable depuis le début de l'année : aucun mouvement n'a eu lieu dans 85% des entreprises (au lieu de 84% au 1er trimestre). 9% des entreprises ont procédé à des embauches au 2ème trimestre (dont 5% d'embauches nettes). La part des emplois urgents non pourvus poursuit son recul : 8% au lieu de 12% au cours du second semestre 2023. Cette part se monte néanmoins à 16% pour ce qui concerne les seules entreprises employeuses.

Pour les trois prochains mois, la stabilité paraît encore à l'ordre du jour : 80% des entreprises prévoient un maintien des effectifs.

Avez-vous des emplois non pourvus ?

Ensemble des
entreprises

Entreprises
employeuses

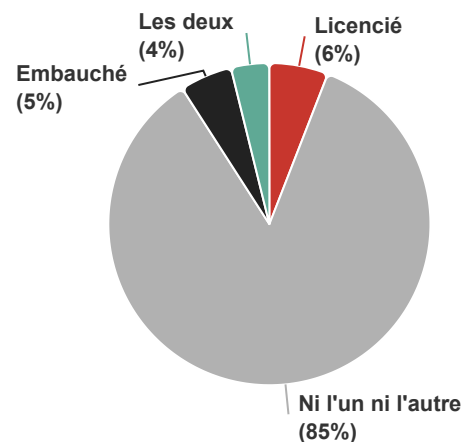
8%

oui

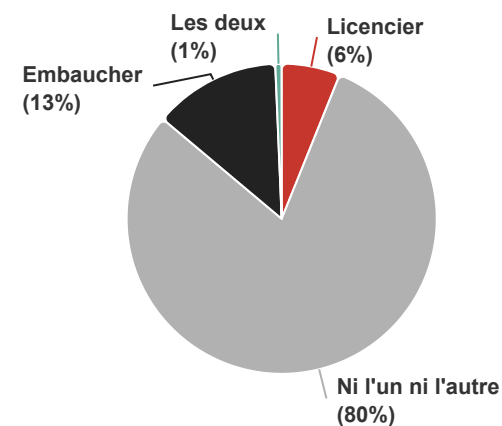
16%

oui

Depuis les 3 derniers mois,
avez-vous ?



Dans les 3 prochains mois,
envisagez-vous de :

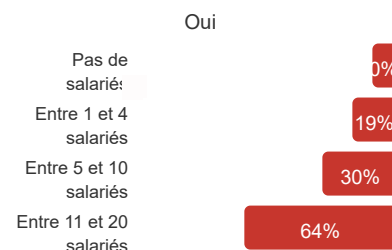


L'ACCUEIL D'ALTERNANTS EST STABLE.

- Les entreprises artisanales franciliennes du Bâtiment sont investies dans la formation en alternance, notamment dans la formation d'apprentis : elles forment quatre fois plus d'apprentis que de salariés en contrat de professionnalisation.
- La propension à former en alternance ou à accueillir des stagiaires augmente avec la taille des entreprises.
- Les chiffres des alternants sont stables comparativement à l'année scolaire précédente mais l'accueil de stagiaires progresse. En revanche, les perspectives pour la prochaine rentrée sont orientées à la baisse pour ce qui concerne l'apprentissage.

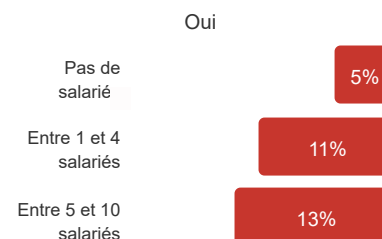
Ont formé un ou plusieurs
apprentis en 2023

20%



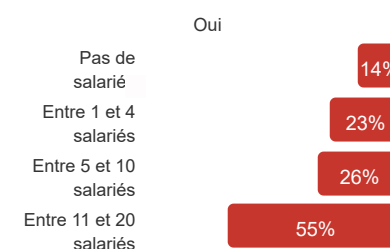
Ont formé en contrat de
professionnalisation en 2023

5%



Ont accueilli un ou plusieurs
stagiaires en 2023

21%



Veulent former au moins un
apprenti dans les 6 prochains
mois

16%

oui

Veulent former en contrat de
professionnalisation dans les 6
prochains mois

8%

oui

Veulent accueillir un ou
plusieurs stagiaires dans les six
prochains mois

14%

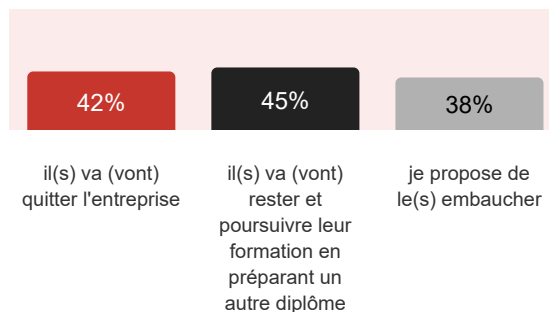
oui

PLUS D'UN TIERS DES ENTREPRISES FORMATRICES VONT EMBAUCHER DES ALTERNANTS À L'ISSUE DE LEUR FORMATION.

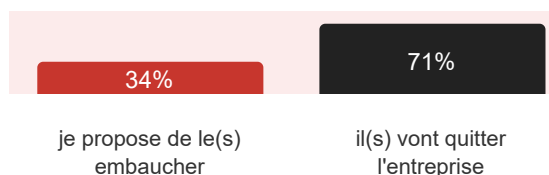
La formation en alternance est un tremplin pour l'emploi dans les entreprises artisanales du Bâtiment. Toutefois, le niveau d'embauche à l'issue de la formation diminue comparativement à l'année précédente, ce qui peut être lié à la baisse d'activité.

Plus de la moitié des entreprises ne formant pas d'apprentis disent ne pas avoir de besoin particulier. Le second frein principal cité est le manque de temps pour former.

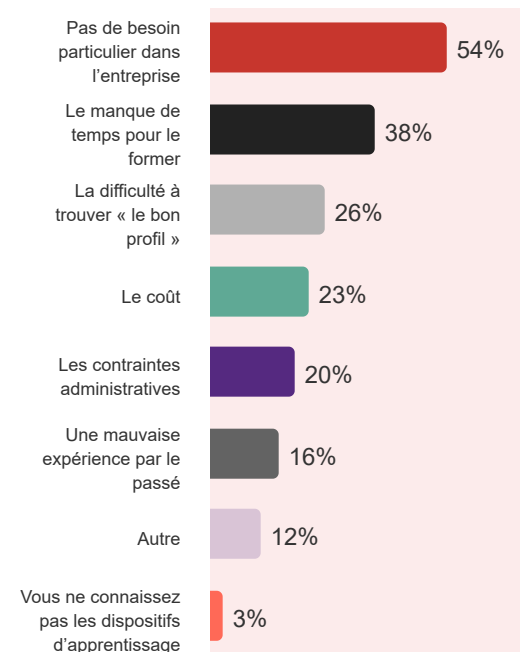
Que vont devenir le(s) apprenti(s) formé(s) ces six derniers mois ?



Que vont devenir le(s) personne(s) formée(s) en contrat de professionnalisation ?



Si vous ne formez pas d'apprentis, pour quelles raisons ?



JEUX OLYMPIQUES : 1/3 DES ENTREPRISES À L'ARRÊT

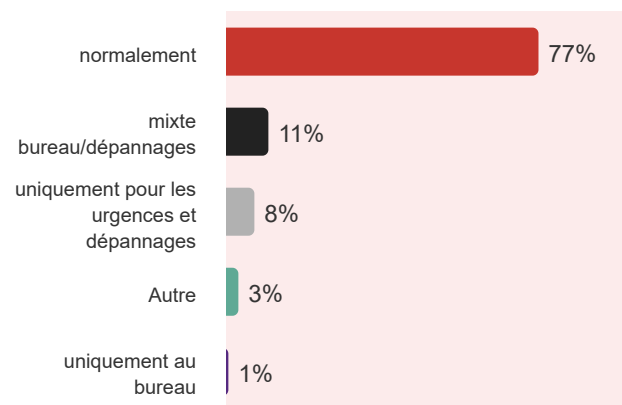
Les deux tiers des entreprises franciliennes du BTP ont poursuivi leur activité durant les Jeux Olympiques : près de la moitié d'entre elles ont travaillé normalement, les autres réduisant leur activité à des travaux de bureau ou d'urgence/dépannage.

37% n'ont eu aucune activité. La plupart ont choisi de se mettre en congés durant cette période en raison des contraintes liées aux Jeux Olympiques. Peu d'entreprises ont opté pour la mise en chômage partiel.

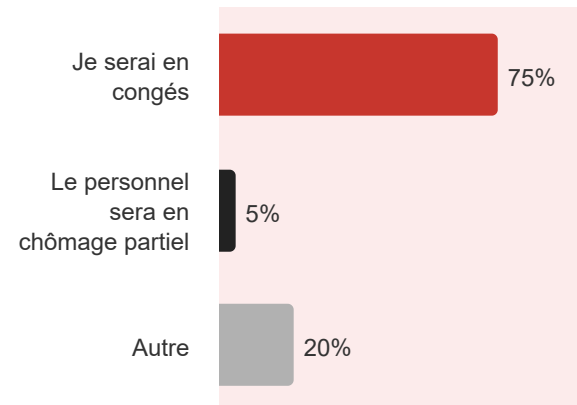
Allez-vous travailler durant les Jeux Olympiques de Paris 2024 ?



Si oui, comment allez-vous travailler ?



Si non, que ferez-vous pendant cette période ?



JEUX OLYMPIQUES : DES PROBLÈMES DE TRANSPORT ET D'ACCÈS AUX CHANTIERS POUR LA MOITIÉ DES ENTREPRISES

La moitié des entreprises en activité durant les Jeux Olympiques ont fait face à des problèmes durant cette période, principalement des difficultés d'accès aux chantiers et d'allongement du temps de trajet. Les approvisionnements ont également été impactés pour les deux tiers des entreprises.

Une minorité d'entreprises a sollicité le PASS JEUX et de nombreux problèmes ont été signalés concernant son obtention :

- lourdeur de la démarche (l'autorisation devait être demandée pour chaque salarié et véhicule) ;
- inadaptation à l'activité de dépannage/maintenance (les interventions étant commandées au jour le jour) ;
- réponses longues à obtenir, avec parfois des refus quand les chantiers n'étaient pas situés dans la zone, les seules demandes de passage étant refusées.

Au niveau des transports durant les Jeux Olympiques : pensez-vous avoir des difficultés d'accès pour vous ou vos salariés ?

oui

54%

Avez-vous demandé le PASS JEUX pour accéder à Paris durant les Jeux Olympiques ?

oui

8%

Si oui, lesquelles ? (plusieurs réponses possibles)

Accès aux chantiers

87%

Approvisionnements

66%

Allongement du
temps de trajet

83%

Transports en
commun inadaptés

16%

Mauvaise indication
de l'itinéraire de
déléstage

22%

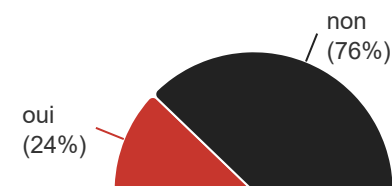
JEUX OLYMPIQUES : DES SURCÔÛTS ET UNE PERTE DE CHIFFRE D'AFFAIRES

Globalement, un quart des entreprises interrogées déclarent avoir fait face à des coûts supplémentaires durant la période :

- perte de chiffre d'affaires (chantiers gelés ou reportés, diminution du nombre de prestations en raison des temps de transport majorés; renonciation à certains chantiers en raison des difficultés de transport...);
- surcoût de gazole, de frais de stationnement (amendes...);
- coût salarial (heures supplémentaires des salariés dues au temps de transport pour les chantiers en cours) ou, au contraire, manque d'activité;
- coût des charges fixes pour les entreprises ayant dû stopper leur activité durant la quinzaine.

15% des entreprises ont fait une estimation du coût des contraintes liées à l'accueil des Jeux Olympiques. Pour ces dernières, le coût médian cité est de 30.000 euros, le coût moyen de 60.000 euros.

Pensez-vous avoir des coûts supplémentaires durant cette période ?



Comment allez-vous financer ces surcoûts ? (plusieurs choix possibles)

